

M. SUTHERLAND: Les cultivateurs ont subi de lourdes pertes en conséquence de ces règlements. Le fromage a été classé et le prix fixé en raison du classement. Or, si j'ai bien compris, lorsque notre fromage est expédié sur les marchés étrangers il perd son identité; le classement est alors modifié et le prix de vente ne correspond plus à la qualité; mais c'est tout le contraire dès qu'il s'agit d'achat.

M. SALES: Je demande à invoquer le Règlement. L'honorable député considère-t-il que les inspecteurs sont des insectes nuisibles.

M. SUTHERLAND: Mon honorable ami aurait bien mieux fait de rappeler le ministre à l'observance du Règlement lorsqu'il a discuté la question.

M. le PRÉSIDENT: Je crois l'honorable député établit une comparaison entre les inspecteurs chargés de l'application d'autres lois et ceux qui sont chargés de l'application de celle-ci. Il n'a pas jusqu'ici violé le Règlement, à mon avis.

M. SUTHERLAND: Je n'avais pas du tout l'intention de violer les règles parlementaires. Je discute des questions auxquelles le ministre a touché en passant. J'ai demandé quel était le nombre des inspecteurs dont les fonctions relevaient du crédit en discussion. J'ai peut-être mal saisi la réponse du ministre; cependant, j'ai dans l'idée qu'il a répondu qu'ils sont au nombre de 40. Or, j'ai les comptes publics par devers moi; je les ai parcourus et j'ai constaté qu'ils sont au nombre d'au delà de 140.

L'hon. M. MOTHERWELL: Pas du tout. Il y a environ 40 fonctionnaires permanents et 40 employés provisoires.

M. SUTHERLAND: Je constate qu'il y en a environ 140. Ce crédit a été augmenté de \$70,000 il y a deux ans et de \$70,000 encore l'année dernière, soit une augmentation totale de \$140,000. Les explications qu'a fournies le ministre en ce qui regarde la rouille ont dû certes amuser ceux qui sont quelque peu renseignés sur les ravages de la rouille et sur les moyens en usage pour enrayer le mal et sur la façon dont il se propage sur de grandes distances. Il n'est pas rare de voir beaucoup de blé atteint par la rouille tandis que celui du voisin est absolument indemne. Il serait intéressant de connaître les résultats obtenus dans la province d'Ontario. Le ministre est fort bien renseigné sur la situation dans l'Ouest canadien. Pour ce qui est de la pyrale du maïs, un fléau qui devrait être contrôlé, c'est indiscutable, je suis d'avis que le département devrait adopter des méthodes plus effectives; on devrait aussi avoir recours aux services de

fonctionnaires plus compétents. Il ne s'agit pas d'un fléau qui peut être supprimé, et d'après le ministre c'est une question d'éducation. Toutes ces choses sont de ce dernier domaine.

Pour en revenir à la question du classement des œufs, m'est avis qu'avant longtemps le ministre insistera sur une inspection aux rayons X de tous les œufs. La situation est devenue intolérable. Voilà qui est de nature plus que toute autre classe à décourager la classe agricole du pays. Pour rendre ma pensée plus claire, je ferai allusion à ce qui se fait touchant le classement des porcs. Pour quelle raison ne laisse-t-on pas aux propriétaires des fabriques de conserves le soin de classer les porcs comme ils le font pour les animaux de boucherie? Le ministre ne nomme pas d'inspecteurs proprement dits pour les animaux de boucherie; mais on s'arrange pour agir à la convenance des fabricants et au détriment des cultivateurs. "Nous allons les instruire", s'écrie l'honorable ministre. Oui, mais vous allez aussi les décourager et les forcer de renoncer à cette occupation. Je constate que cet article est conforme à l'objet dont j'ai parlé par rapport aux autres points. Le classement du fromage a créé un état de choses aussi prononcé que celui qui est résulté du classement des œufs.

L'hon. M. MOTHERWELL: C'est de cet article que nous allons nous occuper ensuite.

M. SUTHERLAND: Si je signale ce point c'est pour démontrer qu'il est non seulement un crédit mais nombre de crédits d'une nature similaire qui sont parfaitement inutiles au progrès de l'industrie agricole, qui y sont même nuisibles tout en coûtant au pays des sommes énormes. Il faudrait que l'économie fût pratiquée au ministère de l'Agriculture comme elle doit l'être partout ailleurs.

L'hon. M. MOTHERWELL: Contrairement à certains députés, mon honorable ami parle sur un ton assez élevé pour pouvoir se faire entendre, et c'est ce qui me plaît. Cependant, il est quelques-unes de ses observations qu'il m'eût peut-être été aussi agréable de ne pas entendre. Je lui rappellerai qu'une des premières fois que j'ai eu l'honneur de le recevoir à mon bureau il y était venu pour faire modifier la loi sur les déchets industriels alimentaires. Je n'ai fait droit à sa demande ni cette année-là ni l'année suivante, mais j'ai fini par faire le changement. Mon honorable ami est un de ceux qui ont désiré la modification de ces lois. S'il pense qu'une modification particulière serait avantageuse pour sa région, il la demande et cela ajoute nécessairement à la tâche des fonctionnaires.

[L'hon. M. Motherwell.]